

**Desguerriers G. - Fonder l'écologie politique »**

Guillaume Desguerriers, Membre du bureau national de l'UFAL (Union des FAMILLES Laïques), Commission Développement Écologique et Social, [www.ufal.org](http://www.ufal.org) [www.ufal.info](http://www.ufal.info)

Cet article est sous la forme d'un entretien avec la commission DES (Développement Écologique et Social) de l'UFAL sur la question de fonder l'écologie politique en tant que théorie politique et sociale.

**Question :** L'UFAL est une association familiale de gauche, connue pour ses positions républicaines et laïques. Mais pourquoi a-t-elle créé une commission sur l'écologie qui a été jusqu'à produire un ouvrage aussi conséquent sur l'écologie politique <sup>41</sup> ?

**UFAL DES :** Pour l'UFAL, la famille n'est pas la cellule élémentaire de la société, contrairement à ce que revendiquent les autres associations familiales siégeant à l'UNAF <sup>42</sup>. Pour l'UFAL, l'élément fondamental de la société est le citoyen – et l'enfant en tant que « futur citoyen ». La famille est une modalité d'association de vie des citoyens, mais elle n'en est qu'une parmi d'autres. Par contre, son importance vient du fait que cette modalité d'association de vie est très répandue au sein de la société, et la famille est donc un vecteur d'action important. La création d'une commission axée sur l'écologie à l'UFAL vient du fait que ce champ compte de plus en plus dans la vie des citoyens et que comme pour l'école, la protection sociale ou la laïcité, le champ « écologie » est un ensemble de thématiques qui touchent de manière transverse des aspects de la vie tels que l'alimentation, la santé et la médecine, l'urbanisme, le numérique, le travail ou encore la production de biens et services ; autant de thématiques nécessaires si l'on veut être capable de produire des idées et des actions novatrices et progressistes, ce qui est la finalité de l'UFAL en tant que mouvement qui milite activement pour une transformation sociale de gauche.

**Question :** Comment l'UFAL a abordé le champ de l'écologie ?

**UFAL DES :** L'UFAL s'est d'abord intéressé à la question de l'énergie et de l'effet de serre : c'est à dire la pire méthode pour débiter l'écologie tant la question de l'énergie cristallise des tensions qui rendent toute réflexion quasi impossible. Cela a été un premier constat important : il ne sert à rien d'aborder frontalement des questions qui sont fortement verrouillées par des trajectoires historiques : il faut nécessairement les aborder de biais. Nous avons donc entrepris un gros travail de lecture et de prise d'informations.

<sup>41</sup> « Comprendre l'Écologie Politique », 470 pages, UFAL - 2012 (vendu sur le site de la boutique UFAL).

<sup>42</sup> UNAF : l'Union Nationale des Associations Familiales est une institution de la République où siègent 7 mouvements familiaux nationaux dits « à but généraux », dont l'UFAL. Compte tenu des effectifs des 6 autres mouvements, l'UNAF est aujourd'hui très largement dominé par les associations familiales catholiques, ce qui explique le positionnement de l'UNAF comme force réactionnaire (notamment sur la loi du mariage pour tous de 2013).

**Question :** Quelle a été la conclusion de ce travail de recherche ?

**UFAL DES :** Que le champ de l'écologie a sa propre trajectoire historique, et que celle-ci l'a conduit à son état actuel qui est cet immense bazar. Pour imaginer, nous avons choisi de parler du « chaudron de l'écologie » où tout plein de choses bouillotent les unes à côté des autres dans une espèce de soupe informe. La métaphore n'est pas très académique, mais elle permet de faire sentir ce dont il s'agit.

**Question :** Et pourquoi cet état de « chaudron de l'écologie » ?

**UFAL DES :** Historiquement, le champ de l'écologie s'est constitué non sur une affirmation, mais sur une opposition au modèle dominant de l'après-guerre que l'on peut résumer par la bipolarité capitalisme/soviétisme, ou par le concept de « productivisme » même si ce terme apporte des analyses supplémentaires. Ainsi, l'écologie, un peu comme une terre d'accueil, a vu débarquer quantité de personnes et de théories dont le seul point commun était cette opposition aux modèles dominants. Et par exemple, dans les années 1970, les témoignages en France rendent compte des très mauvais rapports entre le courant « marxiste traditionnel » – dominé par le PCF – et le mouvement écologiste ; et les affrontements physiques n'étaient pas rares.

Cette trajectoire historique de « terre d'accueil » a toujours été celle du champ de l'écologie et elle a donc fortement structuré son identité et sa culture interne ; c'est-à-dire les usages et les pratiques des militants écologistes. Ce point est important car pour assurer un minimum de cohésion interne entre tous ces courants et militants d'horizons divers – et parfois en opposition entre eux ! – il a été nécessaire de baisser le niveau d'exigence en termes de cohérence théorique ; une pratique dont le mouvement écologiste pâtit aujourd'hui à l'heure où la visibilité est atteinte et où la rigueur théorique est désormais impérative. Mais encore une fois cette culture était nécessaire pour assurer l'existence même du mouvement dans un champ social hostile et dominé par le productivisme.

A ce sujet, précisons que l'idée qui consiste à prêter au champ de l'écologie une unique préoccupation pour l'environnement naturel est une caricature destinée à rompre toute forme d'intérêt pour les thèses écologistes ; le champ de l'écologie politique comporte des contributions majeures de nature politique et sociale. Mais pour s'imposer, le mouvement « marxiste traditionnel » devait rester seul maître de la question sociale. Nous sommes là sur une simple question de pouvoir sur le champ de la contestation sociale.

**Question :** Et à partir de là, quelle a été la réflexion de l'UFAL ?

**UFAL DES :** En tant qu'association républicaine et laïque, l'UFAL a un corpus à la fois très étendu et très exigeant en terme de rigueur et de cohérence interne. La cohérence est nécessaire parce que sans elle, aucune analyse globale du moment présent n'est possible, et aucune perspective alternative n'est identifiable dans ce moment présent. La cohérence est un élément fondateur de toute théorie politique et sociale ; sans cette rigueur interne un champ de connaissances n'est qu'une soupe à idées. Par ailleurs, il

nous semble clair que l'écologie va être plus qu'un sujet important pour le XXIème siècle : elle sera une ligne de clivage majeure comme la question de la politique sociale a pu l'être au XXème siècle, donc un sujet extrêmement structurant dans les débats de société. Hélas, en l'état, le champ de l'écologie est largement incohérent ; et donc inutilisable. C'est pour cette raison que nous avons pris en charge ce travail de mise en cohérence. Pour cela, nous avons taché de rassembler les éléments progressistes du champ de l'écologie (nous n'avons pas regardé les dérives droitières ou réactionnaires) et tenté des mises en concordances. Certaines ont fonctionné, d'autres pas.

**Question :** C'était donc cela le but de l'ouvrage « Comprendre l'Écologie Politique » ?

**UFAL DES :** Oui, l'un des buts de l'ouvrage était de fonder l'écologie politique en tant que théorie politique et sociale. C'est pour cela que l'ouvrage balaie des domaines aussi vastes car créer une cohérence interne solide ne peut se faire qu'en faisant communiquer étroitement et de manière logique des éléments qui semblent éloignés les uns des autres. Nous avons abordé l'économie, la protection sociale, le salaire universel (contre le revenu universel), les nouvelles technologies, la critique de la technique, l'agriculture, la gratuité, et la laïcité et la République bien entendu. Évidemment, ce travail n'est pas exhaustif, mais il pose une fondation sur laquelle il convient d'articuler de nouveaux éléments dans le but de compléter l'édifice.

**Question :** Quels sont les éléments qui manquent encore ?

**UFAL DES :** Parmi ceux qui manquent il y a la notion de « communs » qui est en élaboration. La question de l'énergie a été survolée. L'école est aussi une grande absente de ce livre. Enfin, il y a la question du pouvoir dans les rapports humains qui apparait comme centrale.

**Question :** Vous dites que fonder l'écologie politique en tant que théorie politique et sociale était « l'un des buts », il y en avait d'autres ?

**UFAL DES :** Oui, il y avait un autre but majeur à cet ouvrage : créer le dialogue entre l'écologie et le marxisme, ou plutôt le faire émerger de la gangue dans laquelle il se trouvait. La première partie du livre est consacrée à cela. Elle a été rendue possible par le travail de Moishe Postone publié en français sous le titre « Temps, Travail et Domination Sociale ». Postone rend compte des conditions historiques du mouvement marxiste et explique en quoi la publication si tardive des « der Grundrisse » en 1938 a rendu impossible toute lecture correcte du Capital de Marx. Cette publication intervient 21 ans après la fondation de l'URSS et un « marxisme officiel » installé. 1938, c'est aussi la veille de la seconde guerre mondiale suivie par 50 ans de guerre froide.

Et là encore, le mouvement de l'écologie politique a été le refuge de tous ceux qui lisaient Marx en incluant les Grundrisse, et non ce Marx amputé imposé par le soviétisme.

Postone passe au crible tous ces « marxismes traditionnels » montrant les limites qu'ils n'ont pu dépasser faute des clés nécessaires pour une lecture correcte du Capital.

Grâce à son travail, il nous a été possible de généraliser des concepts marxistes pour les actualiser – puisque le travail

de Marx reste une œuvre inscrite dans le XIXème siècle – et de montrer qu'ils dialoguent parfaitement avec nombre de préoccupations inscrites dans le mouvement de l'écologie politique. « Temps, Travail et Domination Sociale » est un ouvrage incontournable pour qui veut savoir ce qu'est le marxisme de Marx et il permet de dire : « *Je suis marxiste, donc antisoviétique* »... et ce n'est pas rien...

**Question :** Mais pourquoi ce travail ? Après tout, il aurait été possible de faire une analyse économique uniquement basée sur l'écologie politique.

**UFAL DES :** Oui mais nous voulions un ouvrage qui s'inscrive dans son époque, c'est-à-dire dans le champ social actuel avec ses tensions et ses divisions, avec ses manques et ses complémentarités cachées ; aussi bien au niveau théorique qu'au niveau humain. Il était donc nécessaire de produire un ouvrage qui permette à des gens de dépasser la lecture qu'ils ont de l'histoire du mouvement social et de réaliser qu'ils peuvent dialoguer et penser ensemble ; un ouvrage qui leurs permette de se voir plus proches qu'ils ne le pensaient d'autres courants. L'objectif de tout cela est de construire une alternative politique et sociale dans la gauche de gauche.

**Question :** Et pour cela il fallait travailler à partir de Marx ?

**UFAL DES :** Oui parce que Marx est un objet symbolique énorme. Il n'est pas possible de se dire de gauche et non marxiste, même si avec le travail de Postone on sait désormais qu'il était nécessaire de préciser de quel marxisme il était question... Mais cette figure de Marx est telle qu'il était impératif de faire dialoguer le symbole qu'est Marx avec l'écologie politique, et de montrer non pas la compatibilité – la tolérance... ?! –, mais bien la réelle complémentarité et le prolongement qu'il y a entre toute une partie de l'écologie politique – car c'est un ensemble sans unité sur le plan théorique – et ce Marx tel qu'aujourd'hui on peut le lire, c'est-à-dire correctement. Précisons tout de même qu'avec le symbole Marx c'est toute l'histoire du mouvement social pour l'émancipation que l'on fait dialoguer explicitement avec l'écologie politique qui, elle-même, s'inscrit dans ce courant. Avec l'hégémonie soviétique, le XXème siècle a été une stérilisation considérable de la pensée à gauche ; ce qui explique notamment la panne idéologique du PCF et pourquoi, à notre avis, le prolongement impulsif du mouvement d'émancipation initié au XIXème siècle a trouvé en grande partie refuge dans le champ de l'écologie politique : ce champ est aujourd'hui une source qui permet de revitaliser les audaces pour une alternative de société.

**Question :** Et quels sont selon vous les apports du mouvement écologiste ?

**UFAL DES :** A notre avis, le champ de l'écologie politique apporte trois prismes majeurs qui éclairent et vivifient profondément la réflexion pour la gauche de gauche (où les partis politiques sont à la remorque des idées issues du mouvement social).

Le premier prisme est la réintroduction de « l'environnement de vie ». Bien sûr, cela ne se limite pas à la caricature de la protection de l'environnement naturel : il

s'agit de la prise en compte de l'environnement « de vie » sous toutes ses formes : urbanisme, lien social, cadre de vie, etc. Tout ceci va jusqu'à l'alimentation et l'impact sur la santé psychologique. Cet apport n'est pas que « matériel », il est spirituel, non au sens religieux bien entendu, mais au sens éthique et laïque du terme. En écologie, un arbre n'est pas que du papier en devenir, un patrimoine génétique ou un puits de carbone contre le dérèglement climatique : il est un être vivant faisant partie d'un équilibre naturel et avec lequel nous interagissons. Or nous en faisons l'expérience tous les jours : notre équilibre physique, psychique et intellectuel ne se réduit pas à manger, boire et dormir.

Le second prisme est une réflexion sur l'organisation du pouvoir dans la société. Une grande partie du mouvement de l'écologie politique porte la critique du pouvoir et de l'organisation humaine qui lui est liée, mais nous y reviendrons plus loin.

Enfin, le troisième prisme est celui du bonheur, de la vie heureuse. Pour illustrer le propos, nous prenons souvent comme exemple la fête de l'Huma et un salon bio. La fête de l'Huma est un rassemblement très convivial où le contact humain est facile, et où les débats et les échanges se font sur des sujets variés : travail, système de santé, protection sociale, production, logement, relations internationales, etc. Tous traitent des « conditions de vie ».

Dans un salon bio, on trouve aussi des ateliers sur les « conditions de vie » : créer une AMAP, construire sa maison en bois, le logement participatif, etc. Mais on trouve également une grande proportion de débats (entre un quart et la moitié) sur des sujets tels que : la vie de couple, l'amour, développer l'écoute de ses émotions, l'éveil de soi, vivre son vieillissement, comment soigner son enfant intérieur, la sexualité, etc. Or, là nous sommes dans le registre de la vie heureuse et du bonheur. Et c'est cela le troisième prisme apporté par l'écologie politique : la distinction explicite entre, d'une part, les conditions de vie, et, d'autre part, la vie heureuse, le bonheur.

Le « marxisme traditionnel » a complètement inféodé la question de la vie heureuse à la question des conditions de vie alors que l'incurie d'une telle subordination est évidente. Il suffit de dire à quelqu'un : « *Vous avez une maison, un travail, une bonne santé, donc vous êtes nécessairement heureux dans votre vie* » : personne ne répondra « *oui, c'est vrai !* » à une telle affirmation parce que n'importe qui sait faire – même intuitivement ! – la distinction entre « des conditions de vie » et « une vie heureuse ».

Le champ écologiste change le paradigme du marxisme traditionnel et explicite clairement le fait que ces deux sujets – « les conditions de vie » et « la vie heureuse » – ne peuvent être ramenés à l'un des deux et qu'ils doivent être traités dans leurs spécificités propres puisqu'aucune hiérarchisation n'est possible entre ces deux domaines absolument essentiels. Mieux, l'histoire montre que toutes les logiques de subordination de la vie heureuse à la question des conditions de vie ont ouvert sur des dérives qui finissent tôt ou tard par une impasse sociale. Par ce troisième prisme, le mouvement écologiste réintroduit une distinction qui réhabilite l'individu non comme un simple individu social, mais d'abord comme un être humain dont le but dans l'existence n'est pas le travail ou la consommation mais une vie heureuse, avec toutes les conséquences que cela peut ouvrir, y compris sur le plan politique. De même qu'il est difficile de vivre heureux sans lieu où dormir ; il est tout aussi difficile d'être heureux

lorsque l'on est en errance psychologique ou incapable de percevoir clairement ses émotions. Et contrairement à ce que d'aucuns peuvent penser, la réactivation et l'éveil des capacités à vivre heureux chez un individu relève de la lutte contre le productivisme (capitaliste ou soviétique) puisque précisément ces systèmes ne peuvent survivre sans éteindre ce qui est humain chez l'individu pour ne faire de lui qu'un pion dans un système économique et politique. Qu'il s'agisse du modèle consumériste ou de l'homo soviétique : éteindre ce qui est humain chez l'individu c'est créer des êtres de souffrance incapables de se percevoir et donc incapables de contester. C'est très exactement le propos développé par George Orwell dans « 1984 »... En ce sens, le productivisme peut être analysé comme une « névrose » individuelle, portée collectivement et dont les conséquences sont sociales, environnementales, humaines, etc.

**Question :** Comment voyez-vous l'introduction de ces prismes dans le champ politique actuel ?

**UFAL DES :** C'est précisément cela fonder l'écologie politique : trier le chaudron de l'écologie avec une rigueur et une recherche de cohérence globale et systémique que l'on trouve typiquement dans l'héritage républicain et laïque – au sens de Jaurès – ainsi que dans le marxisme de Marx. Voilà le travail de l'UFAL, et somme toute il n'est pas aberrant que la prise de conscience quant à la nécessité d'un tel travail soit apparue justement dans le milieu républicain et laïque de gauche. Fonder l'écologie politique permet de créer un outil utile et efficace, mais également d'éloigner ce qui stérilise la pensée sociale alternative, le « marxisme traditionnel » ou « l'écolo bobo » par exemple. Rappelons qu'une théorie politique et sociale est par essence « révolutionnaire » ! C'est cela sa fonction et sa finalité<sup>43</sup>.

A ce titre, j'attire l'attention sur le travail de Bernard Friot qui rappelle que l'attitude révolutionnaire ce n'est pas de verser dans le mythe de la « table rase » – une vision somme toute très immature de l'action politique... – ; l'attitude révolutionnaire c'est de détecter dans le présent autour de soi – mais parce qu'on les cherche ! – les alternatives novatrices et progressistes, qui sont à l'état d'embryon, afin de les généraliser à l'ensemble de la société. C'est cela « avoir une attitude révolutionnaire » !

**Question :** Vous êtes revenu plusieurs fois sur la question du pouvoir, est-ce que vous pourriez développer ?

**UFAL DES :** Au travers des divers sujets qu'il traite avec son approche, le champ de l'écologie politique porte une critique du pouvoir dans son organisation, dans sa manière de se structurer et de se pérenniser dans toutes les interactions humaines et à tous les niveaux. Le pouvoir est traité de manière explicite, c'est-à-dire en abordant les comportements et comment les gérer : il n'y a pas seulement « le pouvoir », mais des comportements humains qui ont pour but le pouvoir, c'est une approche très différente.

<sup>43</sup> « L'économie politique » d'Adam Smith ne visait ni plus ni moins qu'à un renversement du paradigme de l'ancien régime par le paradigme bourgeois : l'économisme, dans lequel nous vivons depuis deux siècles. Donc oui, il faut oser ! Il faut de l'audace pour s'imposer ; on ne peut rien changer sans percuter les règles du jeu, en se conformant aux cases et aux rôles prédéfinis par le système lui-même.

La gauche de gauche est en panne sur la question du pouvoir car elle ne le pense que comme systémique et non comme le résultat de comportements humains, y compris en son sein ! Le sujet des comportements visant le pouvoir n'est jamais abordé en interne des associations ou des partis politiques. Jamais il n'est question du pouvoir tel qu'il se structure en interne de ses mouvements entre les militants, il n'est question que du « pouvoir des dominants ». Ce sujet est « le » grand absent qui est à l'origine du très grand nombre de déconvenues dans le milieu militant et qui explique que quantité de gens se détournent de cette activité alors que paradoxalement une majorité souhaite du lien social et un vrai changement de société. Ce que le champ de l'écologie politique apporte c'est une critique « pratique » du pouvoir.

**Question :** Quels sont les domaines qui portent cette critique du pouvoir ?

**UFAL DES :** Ils sont nombreux et complémentaires, la critique du pouvoir est un élément transverse. On peut citer la réflexion sur Internet qui oppose un système d'information en réseau a-centré contre un système de diffusion centralisé – télévision ou radio. On peut également citer la réflexion sur les techniques et les organisations de la production qui favorisent l'autonomie ou l'hétéronomie. Le secteur médical est propice à cette réflexion car on y voit comment l'accès au savoir remet en cause l'hégémonie du médecin. Enfin, et c'est l'apport du troisième prisme : le pouvoir – en tant qu'élément individuel présent dans la vie quotidienne – est pensé comme un objectif implicite de comportements que l'on peut apprendre à reconnaître chez soi et chez les autres, dans l'objectif de le contrer.

Partout on retrouve la manière dont le pouvoir se structure et les modes d'organisation qui le pérennisent. La réflexion sur l'éducation populaire est exemplaire en ce domaine : on a longtemps pensé que l'éducation populaire consistait à diffuser du savoir, et on l'a présentée comme un orateur expert venant parler à des personnes ignorantes – des élèves en somme ! Or, ce modèle est néfaste car il entretient une structuration scolaire des esprits où seuls ceux qui sont préparés à devenir orateur arriveront à sortir de leur « mentalité d'élève » : ce système descendant maintient la structure du pouvoir dans la société en la reproduisant là où précisément l'éducation populaire devrait la combattre. Tout ceci peut être mis en parallèle avec le fait que, par exemple, aucun statut de l' élu ne soit mis en place. Or, un statut de l' élu permettrait de ramener l' élu à une proximité avec les autres citoyens, mais entretenir la structuration actuelle du pouvoir demande de maintenir la distanciation artificielle qui existe entre l' élu et le citoyen qui repose sur celle entre l' ignorant et le spécialiste ou l' expert. Notons également que lorsqu' une décision politique apparaît trop directement inféodée à des intérêts économiques particuliers alors des experts entre en scène en appuyant précisément sur cette mentalité d' élève afin de fléchir les opinions. Donc mettre fin à l' inculcation de cette « mentalité d' élève » – dans l' enseignement ou l' éducation populaire par exemple – est vraiment un enjeu pour la société dans son ensemble.

**Question :** Qu' est-ce que l' éducation populaire alors ?

**UFAL DES :** La domination c'est d' inculquer aux gens qu' ils sont juste bons à échanger sur le foot, la cuisine, la mode ou les séries télé car leurs vies n' auraient pas de valeur sociale en elles-mêmes. Contre cette croyance, l' éducation populaire consiste à briser ce regard que les gens portent sur leurs propres vies en leurs faisant réaliser que leurs expériences de vie sont d' une richesse politique et sociale considérable, et qu' ils n' ont qu' à les partager avec d' autres sous cet angle-ci pour s' élever en compréhension du monde dans lequel ils vivent.

Mais ceci suppose une chose : mettre fin à l' enjeu de pouvoir sur le savoir en expliquant qu' il n' y a pas qu' un seul type de savoir, mais deux ! Le savoir tel qu' on l' entend est un savoir de type « universitaire » basé sur la conceptualisation ; et la totalité de notre système d' ascension sociale par l' école est une sélection sur la maîtrise de ce type de savoir à l' exclusion de l' autre type de savoir : le savoir « pratique » qui n' est pas un savoir conceptuel mais un savoir concret, basé sur l' expérience. Mais l' a priori sur le *logos* comme étant la seule forme de savoir possible joue à fond contre 90% de la population, car l' expérience de vie des personnes est pratique, et non conceptuelle.

Sur ce constat, le rôle de l' éduc-pop est d' expliciter ces deux savoirs et de les positionner sur un pied d' égalité. La chute est rude pour le tribun-orateur-expert et pour celui qui croit en celui-ci. L' éduc-pop c' est expliquer que le rôle du porteur de « savoir universitaire » n' est pas de faire une leçon magistrale à un auditoire d' élèves, mais de venir poser des concepts sur le « savoir pratique » qui se sera exprimé par les échanges entre les personnes dans le but de rendre les concepts palpables et opérationnels. C' est-à-dire que de l' orateur-expert qui parlait 80% du temps pour diffuser la « lumière du savoir » devient celui qui intervient en dernier et ne parle que 20% du temps pour seulement mettre des références sur ce que les personnes auront construit à partir de leurs échanges sur leurs expériences de vie. Le changement de méthode remet en cause la structuration du pouvoir.

Ainsi, l' éduc-pop illustre ce rapport de pouvoir et les enjeux qui lui sont liés : on ne changera pas de système sans expliciter les comportements humains et adopter des pratiques, des mots et des attitudes qui brise la pérennisation implicite du pouvoir. Expliciter le pouvoir sous forme de comportements humains qui pérennisent des modes d' organisation, c' est cela le second prisme majeur de l' écologie politique ;

le but de tout cela étant de conforter la force du collectif et la sûreté de l' individu car les seuls perdants sont ceux qui visent à accaparer le pouvoir précisément parce que leurs comportements n' étaient pas explicités et compréhensibles par tous.

**Question :** Evidemment ceci se retrouve dans la domination au sein de la société entre les différents groupes sociaux...

**UFAL DES :** Bien sûr ! La domination dans la société rend compte de ces comportements. L' effet est d' autant plus dévastateur qu' au sein de la société le pouvoir politique est lié au pouvoir économique. Mais ce qu' il faut éviter c' est d' en rester à une dénonciation macroscopique dans la société ; d' abord cela a déjà été fait maintes fois, mais surtout la mise en lumière macroscopique a souvent tendance à cacher que la structuration du pouvoir suppose

une logique de comportements entre individus à n'importe quelle échelle ! Si on en reste à la dénonciation macroscopique, on risque de stériliser l'idée même qu'il y a des alternatives, c'est-à-dire des comportements alternatifs que l'on peut enseigner et transmettre. Or, c'est sur ce point que l'écologie politique interpelle : elle met en lumière ces comportements de pouvoir à n'importe quelle échelle ainsi que les alternatives de fonctionnement, de gestion et de décision. La différence sur la formation et la circulation de l'information par la télévision et sur Internet en est un exemple flagrant.

**Question :** Donc la question du pouvoir est à expliciter n'importe où puisque reposant sur des comportements que l'on retrouve partout. Pouvez-vous citer un autre champ d'activité comme exemple ?

**UFAL DES :** Celui de la production. Que l'on soit commercial en assurances, boulanger, agriculteur, employé de banque, garagiste, éboueur, la production de chacun structure le monde où nous vivons et les gens savent les implications de leur production lorsqu'ils fabriquent un médicament comme le médiateur ou des graines OGM. Mais force est de constater que la structuration du pouvoir dans la production vise à interdire la prise de parole ou la décision : le citoyen n'est acteur – législatif indirect... – que devant l'urne alors que son travail fabrique le monde au jour le jour.

A ce titre, l'ESS est aujourd'hui un champ de l'économie où il est possible de tester d'autres modes de fonctionnement et d'explicitement les comportements de pouvoir afin d'en changer la pratique par l'alternative. Voilà pourquoi l'ESS doit oser ! Et elle doit le faire car elle n'existe que dans la mesure où elle n'est que marginale dans le secteur économique. Qu'elle devienne intéressante, et elle sera broyée comme le sont aujourd'hui les mutuelles de santé. L'ESS n'a d'autre choix que celui d'innover.

**Question :** Par exemple ?

**UFAL DES :** Par exemple les coopératives pourraient se réunir et créer des caisses de salaires et d'investissements, et créer un statut du travailleur ESS qui serait payé selon une grille de qualification commune à tous. La caisse garantit le salaire à la personne quelle que soit la coopérative où cette personne va travailler. Avec une telle sécurisation du salaire par la qualification attachée à la personne (et non au poste de travail), un nombre considérable de personnes vont venir travailler dans l'ESS et augmenter ainsi son poids en tant qu'alternative sociale.

Les coopératives sont également porteuses d'une réflexion alternative sur la propriété : il est nécessaire d'aller vers une propriété d'usage en rompant fermement avec la propriété lucrative. Cette pratique alternative, qui existe déjà dans des coopératives, doit servir à une extension sur le foncier, qu'il s'agisse du secteur du logement ou des terres arables. L'intérêt de l'écologie politique réside dans sa dimension transverse qui permet de montrer que les idées, logiques et comportements alternatifs sont globaux.

**Question :** Un dernier mot sur comment fonder l'écologie politique ?

**UFAL DES :** Tel que le voit l'UFAL, il apparaît nécessaire d'innover dans la manière dont nous formulons une théorie

politique et sociale sous peine de rester dans les carcans idéologiques des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles et de perdre un potentiel alternatif dont les femmes et les hommes ont impérativement besoin aujourd'hui. La rupture d'avec le productivisme – capitaliste ou soviétique – se fera avec des lignes directrices politiques permettant de structurer des voies alternatives ; sans cela, et même si nous allons certainement assister à l'émergence d'un grand nombre d'alternatives concrètes dans la société afin de faire face à la crise sociale, le risque d'un pouvoir liberticide et de la misère est grand car n'en doutons pas : l'adversaire de classe saura se structurer et agir pour durcir le ton comme il a toujours su le faire... voilà pourquoi fonder l'écologie politique comme théorie politique et sociale est nécessaire pour structurer les alternatives concrètes.

C'est un grand chantier, et fonder l'écologie politique nécessitera, entre autres, un nouveau regard sur l'organisation sociale et la propriété, l'intégration du psychologique et l'égalité d'importance entre « conditions de vie » et « vie heureuse », une égalité des savoirs – universitaire et pratique –, une réflexion sur l'environnement de vie, etc. Et bien entendu, tout cela soutient une réflexion sur le pouvoir en tant que structure mise en place par des comportements humains précis qui sont identifiables par tous pour peu qu'ils soient explicités et enseignés, et que des pratiques et de usages alternatifs soient proposés et transmis.

**Briey de L. - Peut-on vouloir renoncer au productivisme sans renoncer à l'État-Providence ?<sup>44</sup>**

Laurent de Briey, Professeur de philosophie, Université de Namur

*Texte provisoire*

Deux points retiennent mon attention dans cette communication. Premièrement, l'étude de contradictions éventuelles entre, d'une part, la critique des politiques d'austérité et l'appel à une relance de l'économie par un « Green Deal »<sup>45</sup> et, d'autre part, la remise en cause de l'objectif de croissance au profit d'une « prospérité sans croissance »<sup>46</sup> ou d'une « sobriété heureuse »<sup>47</sup>. Deuxièmement, je m'intéresserai aux critiques des réformes sociales visant à transformer l'État-providence en un État social actif. Si un collectif comme les économistes atterrés, mais aussi de nombreux écologistes, paraissent voir dans ce projet un cheval de Troie du néolibéralisme, on peut se demander si la défense de l'État-providence ne témoignerait pas d'une curieuse nostalgie des Trente Glorieuses, ces trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre et durant lesquelles une forte croissance économique était porteuse d'emplois et de hausses salariales, tout en rendant possible le développement des droits sociaux. Je serai ainsi conduit à m'interroger sur la cohérence interne des contreprojets politiques inspirés par les critiques sociales et écologiques. Je conclurai par conséquent en me demandant si, au lieu d'opposer la réforme du système économique et financier, porté par les mouvements politiques dits de gauche, aux réformes du modèle social grâce auxquelles les libéraux entendent dynamiser le marché du travail, il ne faudrait pas en affirmer la complémentarité.

*Une relance par la croissance verte ?*

Les travaux des économistes atterrés constituent un excellent exemple d'une critique sociale de la politique économique européenne actuellement à l'œuvre. Alors que, pour les partisans des politiques d'austérité, le retour à l'équilibre budgétaire, combiné à des réformes structurelles qui renforceront la compétitivité des économies européennes, va rassurer les investisseurs et permettre le retour de la croissance, les économistes atterrés inversent le lien de causalité : l'équilibre des finances publiques sera la conséquence d'une hausse des recettes générées par le retour de la croissance rendu possible par des investissements publics. C'est sur la croissance également que repose leur conviction de l'acceptabilité d'un léger déficit structurel puisqu'elle permet qu'une dette publique grandisse en volume tout en restant stable en pourcentage du PIB. La croissance est ainsi le socle des contre-propositions des économistes atterrés comme elle était le moteur des Trente Glorieuses.

Or, la croissance forte durant les Trente Glorieuses s'explique notamment par une exploitation à faible prix des ressources naturelles, incompatible avec les impératifs écologiques actuels. La nécessité de réorienter notre économie, pour la rendre moins consommatrice en

ressources naturelles et moins productrice de pollutions, n'implique-t-elle pas de relativiser la recherche de la croissance économique, voire d'accepter une certaine décroissance<sup>48</sup> ? Les économistes atterrés semblent croire que non. Au contraire, il y aurait une parfaite cohérence entre relance économique et transition écologique, dans la mesure où le plan de relance devrait consister dans des investissements nécessaires à la transition écologique : développement des énergies renouvelables, travaux économiseurs d'énergies, investissements dans les transports publics, mais aussi soutien aux secteurs de l'éducation, de la santé, des services aux personnes... Toutefois, leur discours n'est-il pas trop idyllique pour être crédible ?

Mes inquiétudes ne sont pas tant relatives à l'emploi qu'à l'endettement. L'emploi ne devrait pas manquer – au contraire, une telle économie serait logiquement beaucoup plus intensive en travail, j'y reviendrai. Par contre, alors que la relance exigera une augmentation initiale de la dette publique, une large partie des effets retours attendus prendront la forme d'une amélioration de la qualité de vie et d'une baisse de notre empreinte environnementale, non d'une hausse de l'activité économique. Or en l'absence d'une croissance suffisamment forte, le poids de la dette risquerait de devenir rapidement problématique. La démonstration reste donc à faire que le soutien à la croissance comme réponse à l'endettement public est réellement compatible avec un modèle de développement plus qualitatif.

*Une objection de croissance ?*

Ceux que Bayon, Flipo et Schneider dans leur excellent livre, *La décroissance*, appellent les objecteurs de croissance<sup>49</sup> jugent pour leur part incohérente l'ambition de réaliser un découplage entre croissance économique et croissance de l'empreinte écologique. Faisant le deuil de la croissance, ils en appellent à une « remise en cause radicale du système des besoins<sup>50</sup> ». Une vie plus simple serait non seulement plus conforme aux impératifs de la soutenabilité écologique mais également plus heureuse parce qu'affranchie de la frustration propre à une société de consommation devant créer continuellement des désirs insatisfaits afin de relancer continuellement la demande de biens et de produits. Cette remise en cause constitue une critique du néolibéralisme, mais également du marxisme traditionnel et du socialisme démocratique, dans la mesure où ces derniers sont des productivismes qui ne remettent pas en cause l'objectif de croissance, mais entendent assurer une plus grande égalité dans l'accès à la consommation<sup>51</sup>.

Les objecteurs de croissance se détournent d'autant plus volontiers de la recherche d'une croissance continue – même durable – qu'elle s'accompagnerait de fortes inégalités sociales et écologiques<sup>52</sup>. Je suis moins convaincu par cet argument. Ce n'est pas parce qu'on observe généralement une corrélation entre croissance économique et croissance des inégalités<sup>53</sup> qu'une société

<sup>44</sup>Ce texte destiné à la diffusion papier est composé d'extraits d'un article plus long. Celui-ci peut-être téléchargé sur le site du colloque.

<sup>45</sup>Voir par exemple J.-M. Nollet, *Le green deal. Proposition pour une sortie de crise*, Bruxelles, Le Cri, 2008.

<sup>46</sup>T. Jackson, *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

<sup>47</sup>P. Rabbi, *Vers la sobriété heureuse*, Paris, Actes Sud, 2010.

<sup>48</sup>S. Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

<sup>49</sup>D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *La décroissance. Dix questions pour en débattre*, Paris, La Découverte, 2012.

<sup>50</sup>Ibid. p. 23.

<sup>51</sup>Ibid. p. 54.

<sup>52</sup>Ibid., p. 22-23.

<sup>53</sup>T. Piketti, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Seuil, 2013, p. 455.

décroissante serait une société plus égalitaire. A mon sens, pour essayer d'anticiper le caractère plus ou moins égalitaire d'une société décroissante, il faut s'interroger sur le rapport entre les types de revenus – capital vs. travail – qui y seraient générés, d'une part, et sur le degré de redistribution sociale qui pourrait y être à l'œuvre.

Les objecteurs de croissance paraissent curieusement se préoccuper essentiellement des inégalités générées par les revenus du travail. Cela les conduit à prôner, tout comme les économistes atterrés, un partage du temps de travail et une limitation des salaires. Toutefois, dans une société sans croissance, faiblement intensive en travail, la détention du capital serait cruciale. Il y aurait certes une transformation profonde de ce capital, en raison d'un effondrement potentiel du capital financier et d'une revalorisation du capital foncier, mais la tendance naturelle à la concentration du capital persisterait. Cette dynamique serait d'autant plus forte si le taux de natalité demeurait faible, ce qui est écologiquement souhaitable<sup>54</sup>.

Je crains donc qu'une société sans croissance soit une société fortement inégalitaire si, à l'instar du travail, le capital n'était pas redistribué. Cela signifie que, contrairement aux aspirations libertaires de certains objecteurs de croissance<sup>55</sup>, une société sans croissance ne pourrait pas être une société désétatisée et débureaucratisée. S'assurer de la répartition du travail et du capital requiert un contrôle public important. Une société sans croissance ne pourrait pas non plus s'organiser sous la forme de petites communautés localisées sur un territoire donné. Une solidarité organisée à une trop petite échelle se heurterait à la répartition inégale des ressources naturelles qui serait source de conflits pour l'appropriation de ces ressources, mais également aux conséquences des aléas climatiques.

Est ainsi posée la question du modèle social compatible avec une société sans croissance. Il n'y a pas à ma connaissance de réel consensus à cet égard entre les objecteurs de croissance. Le partage du temps de travail et, imaginons-le, du capital, d'une part, la fixation d'un revenu maximal, l'allocation d'un revenu inconditionnel et l'accès gratuit, ou à faible coût, aux services publics pourraient toutefois constituer un point de convergence. Il paraît également difficile de renoncer à une assurance maladie. On peut douter toutefois qu'un tel programme soit réellement finançable dans une société sans croissance, notamment lorsque la population est vieillissante.

Personnellement, j'ai le sentiment qu'une société sans croissance serait à bien des égards une société extrêmement libérale, avec des prestations sociales relativement faibles, et très exigeante en termes de temps de travail. Certes, le temps de travail serait officiellement partagé, mais il ne s'agit là que du travail formel. Or la caractéristique principale d'une société sans croissance serait l'augmentation considérable des activités informelles afin d'autoproduire des services et des biens actuellement rendus disponibles par le marché ou les services publics. Or, si dans une société où le travail est formalisé et fortement divisé, cultiver ses légumes peut être perçu comme le prototype même de l'activité qui ait du sens et qui soit source d'autonomie, il n'en reste pas moins que je n'aime pas jardiner et que je ne suis certainement pas le seul dans ce cas. De même, le partage du temps de travail est supposé permettre de retrouver du temps pour s'occuper

des siens. Le père de quatre enfants que je suis applaudis, mais il n'ignore pas non plus que la garde d'enfants est bel et bien un travail. L'émancipation des femmes a d'ailleurs notamment consisté à s'affranchir du travail informel. A l'opposé de la vision romantique portée par les objecteurs de croissance, le travail informel n'est donc pas nécessairement plus épanouissant que le travail formel.

J'irais même plus loin. Là où le néolibéralisme veut inciter à la participation de tous au marché du travail formel par la réduction des prestations sociales, il me semble que les objecteurs de croissance contraindraient tout le monde à la participation informelle par la pénurie et par la valorisation de l'autosubsistance. L'adoption d'un mode de vie décroissant ne conduit à une vie de temps libéré que lorsqu'elle est le fait d'une minorité au sein d'une société essentiellement productiviste. La généralisation d'un tel mode de vie pourrait par contre mener à une société très exigeante en termes de travail – formel et informel – afin de produire non plus le superflu, mais simplement le nécessaire et l'utile.

### *Un conservatisme social ?*

Mes craintes quant à l'impossibilité de financer notre modèle social ne concerne pas que les objecteurs de croissance. Comme je l'ai dit, je doute qu'une réorientation de notre économie rende possible, au-delà d'un effet de relance à court terme, une forte croissance économique. Mais douter de la possibilité de renouer avec une croissance structurelle forte impose de s'interroger sur la soutenabilité du financement du modèle social de l'Etat-providence. Or qu'ils s'inspirent de la critique sociale ou de la critique écologique, les mouvements de gauche assimilent toute réforme du modèle social de l'Etat-providence à une régression.

Sur ce point à nouveau, les économistes atterrés sont un excellent exemple, notamment lorsqu'ils critiquent le projet de transformations de l'Etat-providence en un Etat social actif au cœur de la Stratégie européenne de Lisbonne. Ce projet dénonce la passivité de l'Etat-providence qui se contente d'assurer un revenu de remplacement aux personnes n'étant plus en mesure de travailler sans favoriser leur réinsertion. Au contraire, financé principalement par des charges sur le travail, l'Etat-providence affaiblirait la compétitivité économique et freinerait la création d'emplois, alors que le vieillissement progressif de la population ferait exploser les dépenses sociales. Il serait par conséquent nécessaire d'activer l'Etat social en réorientant ses prestations vers le soutien de l'activité professionnelle : accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois, programme de formation initiale et continue, démantèlement des régimes de prépensions, etc.

Considérant que les réformes réalisées au nom de l'Etat social actif ont servi un programme néolibéral en permettant, au nom de la compétitivité économique, une flexibilisation du marché travail et une stigmatisation des demandeurs d'emploi<sup>56</sup>, tandis que la baisse des charges sociales aurait réduit les recettes publiques sans créer d'emplois, les économistes atterrés se positionnent en défenseurs de l'Etat-providence et comptent sur la réduction du temps de travail et les investissements publics pour faire baisser le chômage. Pourtant, comme les

<sup>54</sup>Ibid., p. 599 et sv.

<sup>55</sup>D. Bayon, F. Flipo, F. Schneider, *op. cit.*, p. 46.

<sup>56</sup>Voir P. Batifoulier, P. Concialdi, J.-P. Domin et D. Sauze « Pour un renouveau de la protection sociale » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, *op. cit.*, p. 137.

économistes atterrés le reconnaissent eux-mêmes, la politique keynésienne pratiquée durant les Trente Glorieuses « reposait sur des facteurs structurels : l'ampleur des gains de productivité, la force de la demande, l'autonomie des pays les uns par rapport aux autres »<sup>57</sup>. La forte croissance était également rendue possible par la colonisation des pays du Sud et une démographie qui assurait une augmentation progressive de la population active. Le modèle des Trente Glorieuses et l'Etat-providence ne sont plus des références pertinentes à l'heure du défi écologique, du vieillissement de la population et de l'émergence de pays du Sud et de l'Est.

#### *Un contremodèle cohérent ?*

La lecture des économistes atterrés et la confrontation aux idées des objecteurs de croissance font surgir un doute quant à la possibilité de concilier quatre éléments paraissant tous souhaitables : des investissements publics devant permettre la transition écologique ; l'adoption d'un modèle de croissance faible, voire négative ; la réduction du temps de travail ; la défense de l'Etat-Providence. L'élaboration d'un contreprojet politique cohérent me paraît imposer de choisir entre ces différents éléments.

Tout comme les économistes atterrés, je plaiderais volontiers pour des investissements publics devant rendre possible une réorientation de notre économie vers des modes de production et de consommation plus soutenables. Je ne crois toutefois pas que ces investissements soient susceptibles de nourrir une croissance économie forte, mais qu'il faut s'attendre au contraire à des taux de croissance structurellement faibles, voire potentiellement négatifs. Cela invite à s'intéresser sérieusement aux positions développées par les objecteurs de croissance. C'est en particulier la critique du système de besoins inhérent à une société de consommation de masse qui retient mon attention. La consommation est actuellement inutilement stimulée en favorisant l'obsolescence des produits – par leur fragilité technique ou par la multiplication de pseudo-innovations –, mais également en faisant des modes de consommation des marqueurs identitaires et des vecteurs de reconnaissance sociale. Se détacher d'un tel modèle demandera donc de privilégier des modes d'interactions économiques favorisant l'allongement de la durée de vie des biens produits, mais également de redéfinir des modes alternatifs de distribution de la reconnaissance sociale.

Croire par contre que l'adoption d'un système de besoins plus sobre signifierait que nous vivrions dans une société de l'abondance et qu'il nous serait possible de célébrer la fin du travail, me paraît excessivement optimiste. Même en modérant notre consommation, adopter des modes de production moins énergivore réduira fortement la productivité du travail. De plus, l'importance des besoins en termes de services aux personnes, en particulier dans une société vieillissante, est telle qu'il me paraît plus pertinent d'en appeler à une revalorisation de la participation sociale qu'à la célébration d'une société du loisir. Une telle revalorisation demande que soit définie quelles sont les activités socialement utiles et les formes de participation sociale qu'ils importeraient de revaloriser. A l'encontre donc de tout individualisme libéral, il faut s'attacher à

redonner un contenu à l'idée de prospérité qui dépasse la seule aisance économique<sup>58</sup>.

L'une des implications concrètes d'une telle redéfinition de la prospérité serait une réforme en profondeur de la fiscalité afin de la rendre plus redistributive mais aussi plus incitative. Dans une société où près de 50% des prix des biens et services est déterminé par le système fiscal, celui-ci a un rôle crucial à jouer pour assurer une internalisation des effets externes. S'engager dans cette voie plaiderait pour une profonde réduction de la fiscalité et de la parafiscalité sur le travail financée par un renforcement de la fiscalité sur les revenus du capital et par le développement de la fiscalité environnementale. Cela justifierait également le renforcement des mesures de soutien aux services aux personnes.

Un tel programme reste dans la ligne défendue par les économistes atterrés. Je me dissocierai par contre de ceux-ci en considérant que la revalorisation de la participation sociale plaide également pour une réforme de notre système social afin de favoriser des politiques visant à soutenir la participation plutôt qu'axées essentiellement sur le maintien du pouvoir d'achat. L'héritage de la Troisième voie ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire. Il me semble néanmoins relever d'un projet politique fondamentalement différent du capitalisme financier. Si le projet de transformation de l'Etat-providence en un Etat social actif a pu être récupéré par le néolibéralisme, c'est parce que ces partisans n'ont pas compris qu'il était totalement incompatible avec l'acceptation de la financiarisation. Celle-ci impose une recherche de rentabilité à court terme, alors que le modèle de l'Etat social actif impose des investissements publics massifs dans l'éducation, la recherche ou l'innovation dont les effets retours ne peuvent apparaître qu'à moyen, voire long terme. Dès lors, la critique du capitalisme financier portée par les économistes atterrés ne justifie pas une condamnation du modèle de l'Etat social actif. Elle me semble au contraire être la condition de la réussite de ce modèle.

En retour, la réforme de l'Etat-Providence me paraît être la condition de la faisabilité politique des réformes économiques souhaitées par les économistes atterrés. L'expression d'une nostalgie trop forte à l'égard d'un modèle social et économique définitivement dépassé risque de donner l'impression qu'un conservatisme de gauche défendant les acquis sociaux de uns fait face à un conservatisme de droite s'accrochant aux privilèges financiers des autres, alors que les changements souhaités ne seront possibles que s'ils font l'objet d'un consensus social important. Or, celui-ci ne pourra émerger que si tous les groupes sociaux acceptent que certains avantages qu'ils tirent du système actuel puissent être remis en question. Seuls les efforts faits par les uns légitimeront ceux consentis par les autres.

<sup>57</sup>H. Sterdyniak, « Quelle politique économique ? Mort et renaissance du keynésianisme » in Les économistes atterrés, *Changer d'économie !*, op. cit., p. 25.

<sup>58</sup>Voir L. de Briey, « Prospérité et crise du politique » in I. Cassiers (éd.), *Redéfinir la prospérité*, Aube, Paris, 2011, pp. 213-238.